



**MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA RELANCE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Direction générale du Trésor



BRÈVES SECTORIELLES D'AFRIQUE AUSTRALE

Une publication du SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL

DE PRETORIA

N°35 – 10 au 24 décembre 2021

En bref

En Afrique du Sud, la quatrième vague de Covid-19, après plusieurs semaines de forte intensité, depuis la découverte du nouveau variant Omicron fin novembre, semble connaître une accalmie plus rapide qu'attendue. Le nombre de cas positifs quotidiens relevés dans le Gauteng est ainsi passé de plus de 20 000 à moins de 4 000 ces derniers jours – à mettre en perspective toutefois avec la baisse du nombre de test, alors que le taux de positivité reste supérieur à 30%. Ces observations ont conduit les experts sud-africains à considérer, mercredi 22 décembre, que le pic épidémique était passé dans le pays. Par ailleurs, les données préliminaires sur les cas graves et hospitalisations liées à Omicron, obtenues notamment en Afrique du Sud et au Royaume-Uni, semblent montrer une dangerosité moindre comparé au variant Delta – avec entre 40 et 70% d'hospitalisations en moins.

LE CHIFFRE À RETENIR

38,9%

Proportion d'adultes vaccinés

Zoom sur l'embellie des résultats financiers d'Eskom

Le vice-président d'Eskom, fournisseur public d'électricité sud-africain, a annoncé une augmentation des bénéfices nets après impôts de l'entreprise d'environ 9,2 Mds ZAR (515 MEUR) au premier semestre, en augmentation de 9 Mds par rapport à la même période l'an passé. Dans le même temps, la dette du groupe a diminué de 2,5%, pour atteindre un peu moins de 400 Mds ZAR (392,1 Mds ZAR (22 Mds EUR)).

M. Calib Cassim, le directeur financier d'Eskom, a souligné que les chiffres du premier semestre étaient toujours meilleurs que ceux du second semestre en raison de la baisse des tarifs et des volumes de ventes. Ainsi, pour l'ensemble de l'exercice 2021-2022 (clôture au 31 mars), il table sur une perte nette de 9,1 Mds ZAR. L'électricien devrait donc enregistrer des pertes pour la cinquième année consécutive, pour des raisons désormais bien connues : déconnexion entre les coûts de production et le prix de revente, augmentation des créances irrécouvrées des municipalités (à hauteur de 40,9 Mds ZAR – 2,3 Mds EUR) et dépenses élevées en carburant nécessaires au fonctionnement des générateurs de secours, qui complètent la capacité de production et limitent les délestages.



Faits saillants

Industrie

- Une étape importante franchie dans le dégroupage d'Eskom
- Optimisme chez De Beers malgré la baisse des résultats intermédiaires
- Restructuration à venir du géant de la grande distribution Massmart
- Impact négatif de la vague Omicron sur le secteur touristique

Environnement & Climat

- Dérogation refusée à Eskom concernant la pollution de l'air par ses centrales
- Eskom prêt à louer des terrains à proximité de ses centrales aux producteurs de renouvelables

Agriculture

- Des droits de douane anti-dumping imposés sur le poulet en provenance de cinq pays

Industrie

Une étape importante franchie dans le dégroupage d'Eskom

📍 Afrique du Sud

Conformément à l'échéance fixée dans son plan de restructuration, Eskom a indiqué le lundi 20 décembre, avoir procédé à la séparation de sa division transport, sous réserve de certaines conditions, en particulier le consentement des créanciers.

Le président Cyril Ramaphosa avait annoncé en 2019 la séparation de la compagnie nationale d'électricité en trois divisions – la production, la transmission et la distribution – afin d'améliorer la gestion de l'entreprise, de clarifier la politique de coûts pratiquée par chaque segment et d'ouvrir davantage le segment de la production au secteur privé.

Une filiale dédiée, propriété exclusive d'Eskom, a ainsi été créée : la *National Transmission Company SA*. Toutefois, certains analystes font remarquer que le fonctionnement de cette nouvelle entité pourrait être compliqué par l'absence d'un corpus réglementaire adapté et de licences d'exploitation.

Concernant la suite du processus de dégroupage, le CEO André de Ruyter a annoncé que les unités de production et de distribution seraient séparées d'ici la fin de l'année 2022.

Optimisme chez De Beers malgré la baisse des résultats intermédiaires

📍 Afrique du Sud

Lors du dixième et dernier cycle de vente de l'année, les ventes de diamants ont chuté de près d'un quart pour atteindre 332 MUSD. Le chiffre d'affaires réalisé au cours de cette dernière

session est ainsi le plus faible de l'année. Si la contre-performance du cycle 4 (385 MUSD) était surtout liée aux festivités de Diwali en Inde, la dernière baisse des ventes est surtout causée par la fermeture annuelle des ateliers de taille et de polissage en Afrique du Sud.

Malgré les défis persistants liés à la crise sanitaire, les ventes de diamants bruts pour 2021 sont supérieures aux niveaux pré-pandémie de 2019 (année où la demande et les prix avaient été particulièrement faibles). En 2019, le montant des ventes de De Beers s'était élevé à un peu plus de 4 Mds USD de diamants, contre 2,8 Mds USD en 2020 et 4,8 Mds USD cette année.

Restructuration à venir du géant de la grande distribution Massmart

📍 Afrique du Sud

Massmart, le propriétaire des marques Game (généraliste) Makro (vente en gros) et Builders (outillage et bricolage), a annoncé qu'il souhaitait céder 15 de ses 114 magasins. Les pertes du géant de la distribution sud-africain, déjà en mauvaise posture (baisse de la consommation et de la commande de l'Etat, ralentissement du secteur de la construction) se sont aggravées en raison des pillages de juillet 2021. Concrètement, le groupe a notamment dû faire face au pillage et à la destruction de deux entrepôts Makro lors des émeutes pour un coût de 2,5 Mds ZAR (140 MEUR), dont un quart n'est pas recouvrable.

Néanmoins, une fois les indemnités versées par les assurances au cours de l'exercice 2022, la santé financière de la société devrait s'améliorer de manière significative. Le mardi 21 décembre, la filiale sud-africaine a annoncé que sa maison mère Walmart continuerait de soutenir son bilan à court et moyen terme, avec notamment le prolongement d'un accord de prêt de 4 Mds ZAR (220 MEUR).

Impact négatif de la vague Omicron sur le secteur touristique

📍 Afrique du Sud

Selon les premières estimations du Conseil des affaires touristiques d'Afrique du Sud (TBCSA), entre décembre 2021 et mars 2022, le manque à gagner de l'industrie du tourisme et de l'hôtellerie en termes de réservations devrait s'élever à environ 1 Md ZAR (56 MEUR) – suite aux restrictions mises en place par les différents pays suite à la découverte du nouveau variant Omicron.

Les hôtels et restaurants employaient 557 000 personnes avant l'avènement du Covid-19 en 2019, soit environ 3,4% de l'emploi total selon le BER (*Bureau for Economic Research*).

Environnement & Climat

Dérogation refusée à Eskom concernant la pollution de l'air par ses centrales

📍 Afrique du Sud

Le 14 décembre dernier, Eskom s'est vue refuser sa demande de dérogations aux normes d'émissions de polluants de l'air (oxydes de soufre, oxydes d'azote et particules fines) fixées par *National Environmental Management Air Quality Act*, pour cinq de ses centrales à charbon. L'électricien, qui a fait appel de la décision, a indiqué que pour pouvoir se conformer dans l'immédiat à la décision du département des affaires environnementales, elle devrait fermer les centrales à charbon concernées et ainsi retirer 16 000 MW de capacité électrique du réseau, alors que le pays fait déjà face à une situation critique en termes

d'approvisionnement en électricité. Eskom précise qu'une telle mesure, au-delà des effets dévastateurs pour l'approvisionnement électrique (atteinte du niveau 8 en termes de délestage), placerait l'économie de la province charbonnière du Mpumalanga en grande difficulté, et représenterait paradoxalement un obstacle supplémentaire à la mise en œuvre d'une transition énergétique juste.

Eskom estime que la mise en conformité dans les délais prévus par la loi de son parc actuel de centrales représente un coût de 300 Mds ZAR (17 Mds EUR), et cela sans ajouter la moindre capacité électrique au réseau, alors que l'entreprise doit déjà faire face à une dette de 400 Mds ZAR (22 Mds EUR) qui n'est pas soutenable. Enfin, Eskom a indiqué que pour faire face aux coûts financiers de cette mise en conformité, les tarifs de l'électricité devraient être augmentés d'au moins 10%.

Eskom prêt à louer des terrains à proximité de ses centrales aux producteurs de renouvelables

📍 Afrique du Sud

Le ministre des Entreprises publiques, M. Pravin Gordhan, a annoncé le mercredi 15 décembre qu'Eskom se préparait à louer jusqu'à 36 000 hectares de terrains disponibles dans le Mpumalanga, pour permettre aux producteurs indépendants d'énergies renouvelables de disposer de foncier avec un accès facilité au réseau électrique.

En parallèle de ces baux, qui devraient être attribués par un système d'enchères ouvertes pour une durée de 20 ans minimum, le fournisseur public d'électricité travaille actuellement sur un plan d'expansion de la capacité de son réseau, pour anticiper l'arrivée de ces nouveaux producteurs indépendants. L'objectif pour Eskom est de tirer des revenus de

tous les actifs à sa disposition, afin de dégager des capacités de financement, d'assainir son bilan et de financer la décarbonation de son parc. M. Gordhan a précisé que les projets aux capacités de production les plus importantes seraient prioritaires, avec un effort particulier en termes de délais de raccordement.

Ces annonces ont notamment été saluées par le *Mineral Council of South Africa* (organisation d'employeurs de l'industrie minière sud-africaine), dont les compagnies prévoient de développer en autoproduction 3 900 MW de capacités supplémentaires d'énergies renouvelables, correspondant à des investissements de 60 Mds ZAR (3,4 Mds EUR). Cela permettrait à Eskom de respecter son engagement de neutralité carbone en 2050.

Agriculture

Des droits de douane anti-dumping imposés sur le poulet en provenance de cinq pays

📍 Afrique du Sud

L'*International Trade Administration Commission* (Itac), l'entité sud-africaine en charge de la régulation des imports et exports de biens, a mis en place une série de droits de douane anti-dumping provisoires sur le poulet congelé en provenance de cinq pays (Brésil, Danemark, Pologne, Irlande, Espagne), afin de protéger les producteurs de poulets locaux d'une concurrence estimée déloyale.

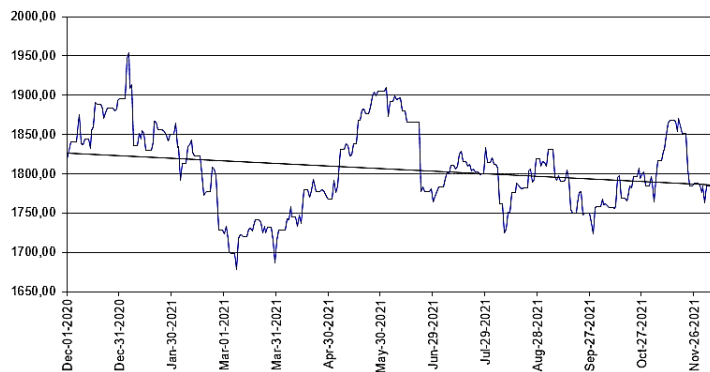
Les droits varient de 6% à plus de 265% pour le poulet brésilien, 39 à 64% pour le Danemark, près de 160% pour l'Irlande, 5 à 97% pour la Pologne, et 3 à 86% pour l'Espagne. Ces tarifs seront maintenus à minima jusqu'au 14 juin 2021.

Si la décision a été saluée par les producteurs de poulet sud-africains, elle devrait conduire à un

renchérissement du prix du poulet surgelé vendu aux consommateurs dans le pays. Le secteur local du poulet a en effet perdu de très nombreux emplois ces dernières années, imputées à une concurrence féroce venue notamment du Brésil, des Etats-Unis et de l'Europe. Malgré cela, le secteur du poulet reste une part essentielle du secteur agricole sud-africain, contribuant pour 50 Mds ZAR au PIB, et représentant 110 000 emplois.

Évolution du cours des matières premières depuis le 01/12/2020

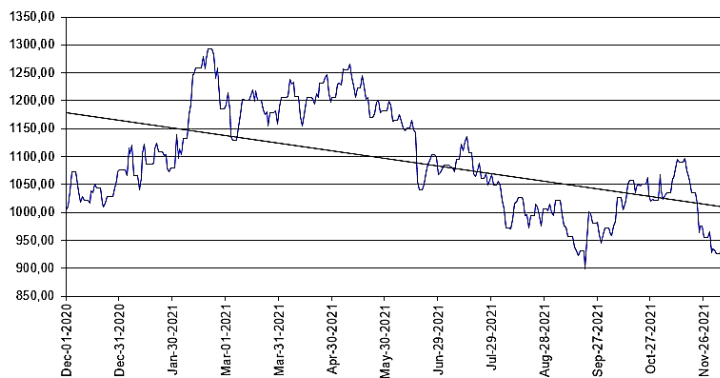
Évolution du cours de l'or (USD/oz t.)



Évolution du cours du cuivre (USD/lb)



Évolution du cours du platine (USD/oz t.)



Évolution du cours du minerai de fer (USD/MT)



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international